

Circonscription d'Epinal

Elections Législatives de Juin 1968

Electrices, Electeurs,

Quinze mois après les élections législatives de mai 1967, vous êtes de nouveau appelés aux urnes.

Pourquoi, sinon parce que la majorité gaulliste élue alors s'est discréditée par son manque d'intelligence politique et de courage, par sa servilité ?

Pourquoi, sinon parce que les partis d'opposition traditionnels n'ont pas su comprendre les exigences de la France moderne et ont prétendu répondre à vos problèmes concrets par des solutions héritées de la III° République ?

Renverrez-vous à l'Assemblée Nationale des hommes dont le bilan le plus manifeste a été la plus grande crise sociale que la France ait connue ?

Non ! Des problèmes neufs exigent des solutions neuves et des hommes neufs !

A quoi en effet ont abouti dix ans de gaullisme ?

— A dix millions de grévistes !
— A des barricades dans les rues de Paris, choses que l'on n'avait pas vues depuis 1871 !
— A l'affrontement de la jeunesse et de la police !
— A l'appel à l'armée, à l'incitation à la guerre civile par la création de comités de surveillance et de délation !

Le général de Gaulle a dit un jour : « On ne devient pas dictateur à mon âge ». Peut-être, mais après lui, ses barons, ses colonels, ses généraux, les profiteurs du régime auront-ils les mêmes scrupules ?

Le département des Vosges qui a toujours été le plus ardent défenseur de la République dans la Paix civile, ne permettra pas que pour sauver le pouvoir de quelques uns, on soulève les Français les uns contre les autres, que l'on insulte les travailleurs et les paysans qui luttent pour leur justes revendications.

Les Vosgiens savent qu'un travailleur en grève n'est pas moins français qu'un gouvernement qui laisse les capitaux étrangers s'emparer de notre économie.

Dans la crise que nous venons de connaître et qui risque de compromettre vingt cinq ans de reconstruction nationale, la responsabilité du Général de Gaulle et des élus gaullistes est totale.

Pendant dix ans en effet, ils ont disposé d'un pouvoir absolu, sans partage, ils ont prétendu mener la France au bonheur, et ils l'ont conduite au bord de la guerre civile !

Rappelez-vous, chaque jour, ou presque, à la radio et à la télévision, un ministre nous disait que tout allait pour le mieux dans la meilleure des France possibles.

Mais déjà, enfermés dans l'autosatisfaction, prisonniers des intérêts du grand capitalisme, les dirigeants gaullistes avaient perdu le contact avec le peuple.

Ce n'est pas dans les voyages officiels, ce n'est pas au Canada, en Amérique latine, en Roumanie que l'on connaît les aspirations des Français, mais dans les usines, dans les fermes, dans les écoles, les Universités.

Voilà ce qui a fait échouer le gaullisme : sa méconnaissance du peuple, son mépris du citoyen.

Face à cela, face au régime des ordonnances anti-sociales et autoritaires de 1967 qu'il faut abroger, prenez votre destin en main! Construisons ensemble une vérit ble démocratie fondée sur le pouvoir ouvrier, le pouvoir paysan, le pouvoir étudiant.

LE POUVOIR OUVRIER :

Cela veut dire droits syndicaux dans l'entreprise : autorisation de la collecte des cotisations, temps de réunion payé, garantie de l'emploi pour les délégués.

Cela veut dire participation syndicale à la gestion : libre accès des représentants des salariés à toutes les informations concerrant l'activité de l'entreprise, participation à l'élaboration du programme de développement de la branche et de l'entreprise.

Ces pouvoirs sont très concrets : grâce à eux, les licenciements ne s'opéreront plus de manière brutale comme cela se fait toujours. La marche de l'entreprise ne sera plus seulement soumise à la volonté et parfois à l'incompétence du patron. Grâce à eux également, les augmentations de salaire ne seront pas aussitôt compensées par des augmentations du coût de la vie, comme c'est le cas actuellement. Une usine enfin ne pourra fermer que si une usine moderne de remplacement est à même de réemployer les ouvriers licenciés.

LE POUVOIR PAYSAN :

Les paysans doivent avoir la possibilité de se grouper librement, mais avec l'aide de l'état pour assurer la production, la transformation et la commercialisation des produits agricoles. Ansi les gros profiteurs ne seront plus les intermédiaires et les paysans bénéficieront pleinement des fruits de leur travail.

Si les paysans avaient été associés à l'élaboration de la politique agricole, nous ne connaitrions pas l'aberration qu'est aujourd'hui la surproduction de lait en Europe ! Il y a dix ans, on a dit : « Faites du lait ! » Ne pouvait-on prévoir qu'un jour il y en aurait trop, ne pouvait-on aider les paysans à se convertir à la viande ?

LE POUVOIR ETUDIANT :

La Réforme Fouchet livre l'université et les écoles au grand capitalisme. Plus que jamais, les fils de paysans, les fils d'ouvriers sont écartés de l'enseignement supérieur (7 % seulement de fils d'ouvriers sont inscrits dans l'enseignement supérieur). Qui plus est, s'ils y accèdent, ils se retrouvent en chômage à la fin de leurs études, malgré leurs diplômes.

C'est seulement lorsque chacun, à sa place, aura la part de responsabilité qui lui revient que nous vivrons dans une véritable démocratie, loin des chantages au complot et à la guerre civile.

Vosgien de naissance - ma famille était déjà inscrite sur les registres communaux de La Chapelle-devant-Bruyères il y a trois siècles,

Je dis non et, avec M. Pierre NOEL, maire de Saint-Dié et conseiller général des Vosges, je vous invite à dire non à un régime qui a fait des Vosges une région de bas salaires et de chômage, une région qui n'offre aux jeunes que peu d'avenir.



POUR QUE CELA CHANGE :

Votez Gauche Nouvelle

votez Georges VALANCE

Licencié ès-Lettres

Journaliste des affaires sociales au journal « Combat »

Suppléant :

Gaston JOSSE

Médecin des Hôpitaux psychiatriques

Médecin-chef de l'Hôpital de Ravenel

PRESENTES PAR LE PARTI SOCIALISTE UNIFIE (PSU)

Vu les candidats ;

IMP. COOPÉRATIVE SPINAL